Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Se-faire-entendre-pour-que-le-PCF

Se faire entendre pour que le PCF propose la rupture avec le capitalisme

- S'organiser... - 34eme congrès -

Date de mise en ligne : jeudi 6 novembre 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Nous avons décidé de ne pas présenter de base de discussion alternative dont la portée serait dérisoire tant la préparation de notre 34ème congrès est malheureusement peu démocratique, mais nous lançons cet appel afin d'offrir un moyen d'expression à tous les communistes qui n'ont pas été en mesure de se faire entendre à travers les canaux institutionnels de notre parti.

Le capitalisme vacille, les banques sont au bord de la faillite et partout dans le monde, face à cette crise d'un système ayant pour seul moteur le profit et l'argent, l'Etat est le dernier recours. Il étatise les plus grandes entreprises financières pour prendre en charge leur dette. Il mobilise des centaines de milliards d'euros pour redonner de l'argent aux banques et s'engage à payer à leur place si elles sont défaillantes.
Pourtant, à aucun moment le pouvoir des dirigeants et des actionnaires de ces entreprises n'est remis en cause par cet Etat qui vient au secours des riches avec l'argent des pauvres. Les propriétaires de ces entreprises ne doutent pas qu'ils vont le rester, ils estiment que leur pouvoir n'est en rien menacé et espèrent, une fois la situation stabilisée, pouvoir à nouveau se livrer à une spéculation sans limites.

Au terme d'un processus de socialisation des dettes privées sans précédent dans l'histoire, les pertes des capitalistes sont donc prises en charge par la collectivité. Dans le même temps, en France comme ailleurs, on continue à supprimer tous les instruments de solidarité collective (comme par exemple les services publics et même désormais la progressivité de l'impôt).

Il ressort de cette situation inédite un rapport des forces nouveau qui se manifeste par un recul des idées libérales et la nécessité affichée de réglementer, réguler, encadrer...

C'est dans ce contexte que nous, les communistes, préparons notre 34e Congrès en situation de grande fragilité. Nous n'avons pratiquement plus d'influence politique au niveau national et sommes de plus en plus divisés. Ces difficultés ne sont pas nouvelles, mais les réponses qui y sont apportées ne le sont hélas pas non plus : on reprend la même orientation, la même direction, tout est prévu depuis le départ et on pense que cela va permettre de relancer un parti qui ne fait même pas 2 % à l'élection présidentielle.

Pourtant, nombreux sont ceux qui veulent que notre prochain congrès soit un processus totalement nouveau et aboutisse à un résultat qui n'est pas connu à l'avance. Un très grand nombre de communistes souhaite que le débat soit résolument ouvert à toutes les idées de transformation et que tous les camarades soient impliqués sur un pied d'égalité. C'est à la part d'inattendu, dans la préparation du congrès et surtout dans ses résultats, que chacun pourra mesurer qu'une transformation à la hauteur de l'enjeu est en marche. La conviction que ce basculement est salutaire, qu'il n'est plus possible de refaire un congrès comme nous les faisons habituellement est dans tous les esprits. Ce désir de changement profond rassemble largement tous ceux qui considèrent que, malgré son effondrement, le PCF demeure la structure par la transformation de laquelle les communistes doivent reconstruire une organisation révolutionnaire susceptible de rompre avec le capitalisme et d'instaurer un socialisme de notre temps.

Cependant, il faut le dire, certains adhérents et responsables pensent au contraire que le PCF doit disparaître. Il n'y a pas lieu de les stigmatiser. De nombreux partis communistes ont disparu parce que la majorité de leurs dirigeants considérait que la forme Parti communiste était historiquement condamnée. Ceux qui partagent ce jugement dans notre parti militent pour que le prochain congrès se déroule exactement comme les précédents, la disparition du PCF étant, selon eux, inévitable.

Copyright © Le Vénissian

La vacuité du projet de base commune élaboré par la direction nationale est à cet égard révélatrice. Il même consternant de constater que certaines parties du texte traduisent un ralliement à une certaine forme de libéralisme économique. Mais surtout, alors que la principale cause de l'effondrement de notre parti réside dans le manque de crédibilité de l'hypothèse communiste aujourd'hui, le texte proposé se limite une fois de plus à dresser un inventaire des changements qu'il serait souhaitable de voir intervenir sans jamais démontrer comment il est possible de les imposer. Exiger « de nouveaux droits pour les salariés », certes, mais lesquels ? Réclamer « des pouvoirs nouveaux pour une démocratie citoyenne et participative », oui, mais lesquels ? « Changer l'Europe en profondeur » et agir pour « un monde solidaire », oui, mais comment ? Dans tous ces domaines, ils existent pourtant des propositions s'attaquant au grand capital et à son pouvoir autocratique. Des communistes sont déjà mobilisés depuis plusieurs années pour mettre en chantier un nouveau projet s'appuyant sur des propositions crédibles et immédiatement applicables.

Par exemple, en investissant les salariés d'un droit d'opposition aux licenciements lorsque leurs propositions permettant de maintenir l'emploi ne sont pas prises en compte, nous apportons une réponse concrète à une exigence essentielle de la majorité des salariés : interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits. De même, en imposant dans les traités européens une clause d'ordre public social c'est toute la construction de l'Europe qui pourrait être réorientée. Ou encore, en réclamant que la réglementation des relations économiques qu'imposent les grandes institutions mondiales et notamment l'OMC se fonde sur un principe d'inégalité compensatrice on pose les bases d'une mondialisation solidaire. En exigeant la création d'un pôle public de financement par la nationalisation de grandes institutions bancaires nous créons les conditions d'un affranchissement réel de l'économie de la dictature des marchés financiers. De plus nous nous doterons ainsi d'un outil susceptible de promouvoir concrètement l'instauration d'une gouvernance sociale des entreprises.

Ces propositions concrètes doivent être complétées par beaucoup d'autres afin que les communistes disposent bientôt dans tous les domaines de propositions alternatives crédibles et immédiatement applicables. Dès lors nous serons en mesure de démontrer et non plus de clamer qu'il est possible de changer la société.

C'est dans ce contexte que nous pensons que notre volonté commune de créer un choc fondateur au sein du PCF est un lien suffisant pour rassembler des communistes qui ne portent pas toujours les mêmes propositions, ni la même stratégie et qui n'ont pas eu dans le passé la même conception du parti. Car, en dépit de nos différences, nous savons qu'il n'y a pas d'alternative : le prochain congrès doit être le point de départ d'un processus de changement sans précédent dans notre histoire, à défaut de quoi il risque d'être le dernier.

Cet appel n'est pas une base de discussion alternative mais l'expression de la conviction de milliers de communistes qui ont la ferme intention de reconstruire un parti communiste capable de changer la société.

Copyright © Le Vénissian